

SNES Créteil Info - [www.creteil.snes.edu](http://www.creteil.snes.edu) - Tél. : 01.41.24.80.54 - 3 rue Guy de Gouyon du Verger - 94112 Arcueil cx  
twitter : SNES/FSU CRETEIL@SnesFsuCreteil



# Comprendre... et changer de cap



## édito

Depuis plusieurs semaines, le pays est traversé par des manifestations déclenchées par la hausse des taxes sur les carburants mais dont on a rapidement vu que les causes en étaient bien plus profondes. Il s'agit en réalité de l'expression d'une grande partie de la population dont les revenus sont devenus insuffisants pour vivre, voire survivre. Sur les barrages, des salarié-e-s, des retraité-e-s, parmi lesquel-le-s de nombreuses femmes, témoignent de la baisse de leur pouvoir d'achat et de leurs difficultés à finir le mois.

La brutalité de mesures imposées tambour battant au fil des mois, avec un simulacre de concertation, a mis en relief un profond sentiment d'impuissance à se faire entendre d'un gouvernement et d'un chef de l'État qui, au nom de la baisse de la dépense publique, se targuent de ne pas « changer de cap ».

Le fossé grandissant entre les plus fortuné-e-s et les autres a été creusé par les mesures prises par le gouvernement en début de quinquennat (suppression de l'ISF, flat-tax pour les plus riches, augmentation de la CSG pour tout le monde...).

Les quelques mesures d'augmentation des salaires ne sont issues que de la baisse, voire la suppression, des cotisations sociales au risque de mettre en péril le modèle que nous défendons et qui, jusqu'ici, maintenait une cohésion sociale indispensable et ce grâce aux services publics désormais en danger.

Depuis longtemps, les syndicats de transformation sociale réclament des hausses de salaires conséquentes et une réindexation des pensions sur les salaires. En tant que retraité-e-s, nous avons manifesté pour dénoncer l'injustice des mesures prises à notre encontre ainsi que les campagnes de désinformation et le mépris dont nos organisations représentatives et nous-mêmes sommes l'objet.

Nous devons continuer en ce sens et, à l'instar du Groupe des 9, œuvrer pour la plus grande unité syndicale possible.

C'est pourquoi, en Île-de-France, nous appelons à un rassemblement le mardi 18 décembre devant le ministère des finances pour exprimer notre colère et défendre nos revendications.

**Le collectif des retraité-e-s du SNES-FSU  
de l'académie de Créteil**  
le 3 décembre 2018

## calendrier

**Mardi 18 décembre à 14h30**

**Rassemblement des retraité-e-s d'Île-de-France  
devant le ministère des finances**  
(métro Bercy- Paris 12<sup>ème</sup>)

**93 : jeudi 14 février 2019**

**AG de la FGR-FP**  
Bourse du Travail - Bobigny

**77 : vendredi 15 février 2019**

**Stage FSU : la réforme des retraites (retraite à points, effet sur les pensions des retraité-e-s)**  
Dammarie-les-Lys



## Le trou ? Quel trou ?

Lors du collectif des responsables académiques des retraité-e-s, le 22 novembre, nous avons reçu Olivier NOBILE, chargé de fonctions de direction à la Sécurité Sociale, chargé d'enseignement à l'Institut d'Études politiques de Strasbourg et membre de l'Union des familles laïques. Son intervention « En finir avec le trou de la Sécu et les réformes néolibérales de la protection sociale » a remis en place un certain nombre d'idées et de propositions que nous avons depuis longtemps faites nôtres.

Il faut rappeler que la Sécurité Sociale, telle qu'elle a été mise en place en 1945, fait désormais partie de l'inconscient collectif et que l'impact sur la vie de la population est immense. Elle prend en charge des choses qu'elle seule peut assumer, en particulier les affections de longue durée (ALD). Son budget (600 milliards d'euros) excède celui de l'État. Contrairement aux idées reçues, le mythe du trou de la Sécu n'a aucun fondement : 96% de son budget est affecté aux prestations, 4% aux salaires (contre en moyenne 20% pour les complémentaires privées) et son déficit ne représente que quelques jours de fonctionnement. Depuis de nombreuses années, les gouvernements successifs ont grevé les recettes de la Sécu, à commencer par Alain JUPPÉ en 1996, qui transférant la « dette » sur la CADES (Caisse d'Amortissement de la DETte Sociale) nouvellement créée, a généré des intérêts faramineux que nous remboursons via la CRDS (Contribution à la Réduction de la Dette Sociale). Les multiples exonérations de cotisations sociales patronales représentent de 40 à 60 milliards par an et ne sont plus compensées en totalité. Le travail dissimulé augmente l'addition de quelques 16 à 20 milliards et la dernière décision d'exonérer les bas salaires des cotisations salariales, sous prétexte d'augmenter le pouvoir d'achat des salarié-e-s ne va pas améliorer la situation. N'oublions pas que les cotisations sociales sont une part du salaire

socialisé et que les diminuer revient en fait à diminuer le salaire brut. Rappelons également que la seule façon d'augmenter le pouvoir d'achat et d'accroître les recettes de la Sécu serait d'augmenter les salaires, d'assurer l'égalité des salaires hommes/femmes et de combattre le chômage. Tordons aussi le cou à une idée reçue : le mythe du plein-emploi dans la période dite des « Trente Glorieuses » : c'est oublier un peu vite qu'à l'époque très peu de femmes travaillaient et que la Sécu est conçue comme un système familial dont le/la salarié-e n'est pas seul-e bénéficiaire. Mais la Sécurité Sociale constitue un obstacle aux profits du capitalisme. Toutes ces ressources salariales mises en commun sont convoitées par les assurances, banques, fonds de pensions... Il faut donc la déclarer malade, s'attaquer à son mode de financement (CSG), moins rembourser certaines prestations, les réserver aux complémentaires santé et, ainsi, déposséder les salarié-e-s de cette construction politique qui leur appartient. A nous de continuer à dénoncer ces attaques. Bien que les Français-e-s, selon un sondage, soient persuadé-e-s à 70% que le budget de la Sécu ne peut être à l'équilibre qu'au prix de gros sacrifices, ils/elles restent très attaché-e-s à cet acquis d'après-guerre. Le succès du film « La Sociale », dont la projection a été le plus souvent suivi de débats enthousiastes et fructueux, reste un bon outil pour sa défense.

**Martine STEMPER**

Olivier NOBILE, avec Bernard TEPER, a publié en 2014 : « Pour en finir avec le trou de la Sécu, repenser la protection sociale du XXI<sup>ème</sup> siècle ».



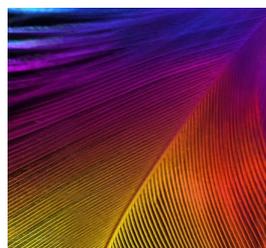
## Billet d'humeur : les couleurs de la lutte !

Au printemps des actions syndicales, en particulier celles des cheminots aux gilets rouges, avait succédé un automne triste et gris - un vrai temps de Toussaint - froid et sans espoir.

Puis, le paysage a repris des couleurs : blouses blanches des infirmier-e-s, robes noires des avocat-e-s, cols bleus des ouvrier-e-s, sans oublier les cheveux gris argent des retraité-e-s.

Ils ou elles disent la même chose, chacun-e avec ses propres mots : on ne peut plus vivre de notre travail ; nos salaires et pensions peinent à couvrir les dépenses contraintes ; le coût de la vie augmente mais notre revenu stagne quand il ne baisse pas.

Ils ou elles nous disent aussi la difficulté de bien faire son travail quand la rentabilité est le critère dominant dans cette société. Ils ou elles dénoncent la casse des services publics - justice, hôpitaux, transports, éducation - et de tous les services de proximité.



Ils ou elles nous disent leur mal vivre et leur colère devant un gouvernement qui reste sourd à toutes les revendications. C'est ainsi que le mouvement des gilets jaunes est venu donner une nouvelle couleur à la lutte pour mieux vivre. Mais faisons attention

de ne pas rester au niveau de la colère ! Transformer la colère légitime en espoir de changement, c'est aussi le rôle de notre syndicat et c'est à la fois nécessaire et possible. Fort heureusement les jupes de couleur violette de « Nous toutes », manifestant contre les violences que subissent les femmes, nous rappellent que la lutte n'est jamais finie et que l'on pourra voir un jour la vie en rose ou couleur d'orange comme dit le poète.

**Jean-Bernard SHAKI**

# Urgence écologique, urgence économique

Par le biais de l'affectation de la taxe sur les carburants, les gilets jaunes ont fait progresser la cause écologique dans les consciences. Mais si le financement de la transition énergétique se fait au détriment du pouvoir d'achat, il n'est pas étonnant que la colère gronde. L'écologie est-elle compatible avec le progrès social ? Oui, et il y a urgence à mener les deux de fronts car le monde court à sa perte.

## L'urgence écologique

Nos émissions de gaz à effet de serre, que l'on sait être responsables du réchauffement planétaire, continuent d'augmenter et la planète semble être de moins en moins capable d'absorber ces émissions. Des mécanismes de rétroactions très puissants (*fig.1*) se mettent en place et, si on les laisse s'installer, ils risquent de provoquer des évolutions irrémédiables avec pour conséquences des catastrophes naturelles, des famines, des déplacements de populations menaçant la paix mondiale. L'objectif de l'accord de Paris en 2015 était de limiter le réchauffement à 1,5°C. Or il existe un écart catastrophique entre les engagements pris par les États et ce qu'il faudrait faire. A supposer que les États respectent leurs engagements, la Terre s'achemine vers un réchauffement de 3 à 3,2°C en 2100. Le rapport spécial du GIEC, publié en octobre 2018, démontre l'intérêt qu'il y a à rester en-dessous de 1,5°C par rapport à 2°C en termes d'événements extrêmes, d'élévation du niveau de la mer, de perte de biodiversité, de rendements agricoles, d'accès à l'eau, de santé des populations... (*fig.2*). Pour y parvenir, il faut une réduction extrêmement rapide de nos émissions de CO<sub>2</sub> avec zéro émission dès 2050, ce qui implique des émissions négatives c'est-à-dire de stocker du carbone. Or, après quelques années de légère baisse, les émissions mondiales repartent à la hausse : + 3% en France en 2017. Ce sera tout l'enjeu de la COP 24 qui a lieu en Pologne du 3 au 14 décembre.

## L'urgence économique



Les revendications des gilets jaunes ont vite dépassé la simple demande de l'annulation de l'augmentation du prix des carburants pour révéler le désespoir de la France d'en bas : celles et ceux qui n'ont pas de quoi finir le mois, qui ont fait le choix de se loger en périphérie car l'habitat y est moins cher, qui habitent ces

villages où peu à peu les boutiques, la poste, le cabinet médical, la gare ont fermé et qui se retrouvent contraint-e-s d'utiliser leur voiture, diesel bien sûr - on disait que c'était plus économique.

Ce sont les 17 millions de retraité-e-s qui dénoncent les baisses successives de leur pouvoir d'achat, celles et ceux qui sont au SMIC : 1 153,82 € net pour 35 heures, les précaires, les vacataires, les temps partiels contraints, les chômeur-se-s. Hausse des salaires, sauvegarde des services publics, fiscalité juste, ce sont les revendications que ne cessent de porter les syndicats, inexistantes pour le gouvernement.

L'annonce d'un moratoire de six mois pour la taxe sur les carburants et les prix du gaz et de l'électricité suffira-t-elle à désamorcer la colère ? Quant au PPE, programme pluriannuel de l'énergie qui devrait permettre une transition rapide vers une consommation d'énergie non carbonée, ce n'est qu'un saupoudrage de primes et d'aides qui ne s'attaque pas au problème : restaurer la justice sociale et fiscale en France tout en relevant le défi de « zéro émission nette d'ici 30 ans ».

## Réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en préservant la justice fiscale et la paix sociale

La loi de 2015 sur la transition énergétique impose de diviser par deux notre consommation d'énergie d'ici 2050 tout en diminuant la part du nucléaire dans la production d'électricité de 50% à l'horizon 2025. Annonce d'Emmanuel MACRON : l'échéance est repoussée à 2035 ! Il semblerait qu'il y ait des domaines où l'on puisse s'affranchir de la loi... Pour la France, le budget nécessaire pour financer la transition énergétique est estimé entre 45 et 75 milliards d'euros par an soit 2 à 3% du PIB. Le budget serait de 1 100 milliards au niveau européen. Comment financer une telle somme sans impacter le pouvoir d'achat des ménages ? Lors de la crise de 2008, les gouvernements ont su trouver plus de 2 000 milliards d'euros pour sauver la finance. Comment expliquer leur inertie face au dérèglement climatique qui menace l'humanité ?

Des idées font leur chemin. Anne HESSEL, médecin, Jean JOUZEL, climatologue et Pierre LARROUTOUROU\*, agronome et économiste, ont lancé en décembre 2017, le Pacte européen finance-climat « pour remettre la finance au service du bien commun ». Ils proposent de créer une banque européenne du climat. Chaque pays disposerait d'une enveloppe de 2% de son PIB pour financer à taux zéro la transition énergétique chaque année pendant 30 ans. Ils veulent aussi créer un budget européen de 100 milliards par an en instaurant une contribution climat de 5% sur les bénéfices des entreprises c'est-à-dire réclamée aux actionnaires. Ils estiment que la réorientation de l'économie vers les renouvelables serait susceptible de créer de 800 000 à 900 000 emplois. C'est une rupture avec l'économie libérale, un pas vers un nouveau modèle de société respectueux des hommes et de l'environnement qui sont proposés.

Il se trouve que Pierre LARROUTUROU fait partie des treize experts du Haut Conseil pour le climat que vient de créer Emmanuel MACRON. Réussira-t-il à faire passer ses idées ou subira-t-il le même sort que Nicolas HULOT ?

Il est urgent que les forces vives de gauche, politiques, syndicales, associatives, s'unissent pour rompre avec l'économie libérale au service de l'élite fortunée et pour relever le défi de la lutte écologique, économique et sociale, avant que se réveille la bête immonde qui pointe son nez à notre porte comme aux quatre coins de l'Europe et du monde.



Marie-Claude DIAMANTIS

**\*Finance, Climat, Réveillez-vous !**

Les solutions sont là .

Anne HESSEL, Jean JOUZEL,  
Pierre LARROUTUROU

Ed. Indigène

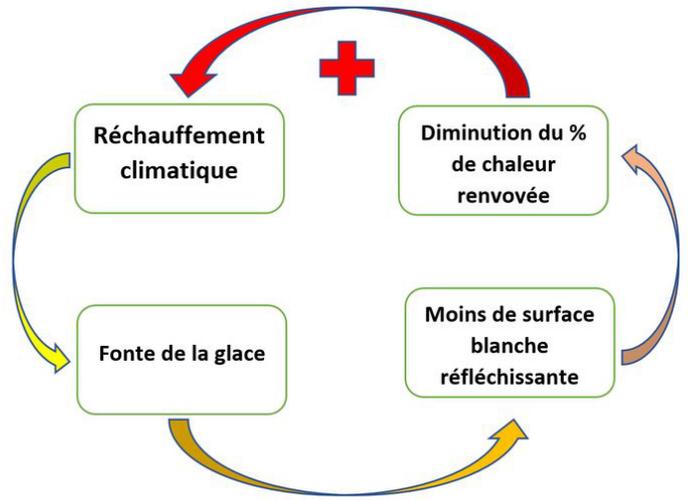


Fig 1 - Un exemple de rétroaction positive (cercle vicieux)

	+ 1,5°C de réchauffement	+ 2°C de réchauffement
<b>Intensité des vagues de chaleur</b>	+ 3°C	+ 4°C
<b>Fonte complète de la banquise arctique en été</b>	1 fois par siècle	1 fois tous les 10 ans
<b>Hausse du niveau de la mer</b>	De 26 à 77 cm d'ici 2100	10 cm de plus : 10 millions de personnes de plus menacées
<b>Pêche : prise annuelle de poissons réduite de ...</b>	1,5 millions de tonnes	>3 millions de tonnes
<b>Cultures céréalières</b>	Baisse de rendement	Baisse de rendement plus importante surtout en Afrique subsaharienne, Asie du Sud-est et Amérique latine
<b>Biodiversité : perte de plus de la moitié de l'habitat naturel pour ...</b>		
Vertébrés	4 %	8 %
Insectes	6 %	18 %
Plantes	8 %	16 %
<b>Diminution des récifs coralliens</b>	De 70 à 90 %	Jusqu'à 99 %

Fig 2- Impact du réchauffement climatique à 1,5 °C ou 2°C  
Rapport du GIEC SR1.5- Le monde du 9 octobre 2018



# Visitons l'Assemblée Nationale !

La prochaine sortie des retraité-e-s sera consacrée à la visite de l'Assemblée Nationale. Notre camarade Alice BUHRING-GOSNAT, retraitée du Val-de-Marne sera notre guide.

**Les visites sont gratuites et se déroulent le vendredi de 11h30 à 13h30.**

Les groupes sont limités à 10 personnes.

**Nous vous proposons, dans un premier temps deux dates :**

\* vendredi 25 janvier 2019

\* vendredi 1<sup>er</sup> février 2019

Je prendrai les inscriptions dans l'ordre d'arrivée et, si le nombre de candidat-e-s dépasse 20 (2 groupes de 10), nous retiendrons, avec Alice, de nouvelles dates.

Je dois remettre 10 jours avant chaque visite une liste précise des participant-e-s : j'ai donc besoin de fournir **votre nom, votre prénom, votre date de naissance et votre lieu de naissance.**

**Précisez aussi votre choix n°1 et votre choix n°2 pour la date ;**

J'ai aussi besoin d'un numéro de téléphone et/ou d'une adresse électronique (si vous en possédez une...) pour que je puisse vous répondre.

Jean-Claude CHARLES, 32 rue de la Chapelle - 77590 Bois-le-Roi

tél. : 09.75.38.65.68 / 06.38.68.18.08

[jean.claude.charles@wanadoo.fr](mailto:jean.claude.charles@wanadoo.fr)

## Séjour à Lyon

**du lundi 3 juin inclus au jeudi 6 juin inclus**

### PROGRAMME PREVISIONNEL

- ★ Lyon renaissance et traboule (*visite guidée*)
- ★ Fourvière et basilique (*visite guidée*)
- ★ Lyon gallo-romain (*visite guidée*)
- ★ Croix-Rousse (*visite guidée*)
- ★ Maison de canuts (*visite guidée*)
- ★ Musée des Confluences *sans visite guidée*

Rencontre autour d'un buffet un soir avec les collègues du S3 de Lyon

**Les collègues de Lyon nous proposent d'aller voir un spectacle au TNP ou dans un autre théâtre.**

**La participation à cette sortie étant facultative, elle n'est pas comprise dans le budget du voyage.**

Le coût prévisionnel est de **450 € par personne au maximum.**

Il comprend :

- ★ Le voyage en TGV aller-retour
- ★ 3 nuitées petit-déjeuner compris en hôtel BandB en chambre double
- ★ 2 repas du soir au restaurant (boissons non comprises)
- ★ Les visites.

**Règlement échelonné comme suit :**

- ★ **150 € avant le 31 janvier** *avec le bulletin d'inscription renvoyé*
- ★ **150 € avant le 15 mars**
- ★ **Le solde avant le 15 avril**



### **BULLETIN D'INSCRIPTION - SÉJOUR À LYON - JUIN 2019 -**

à envoyer à : Michel STEMPEL - 20 allée de la Frambourg - 77200 Torcy

**CHÈQUE à l'ordre du SNES Créteil**

NOM ..... Prénom .....

Nbre de personnes ..... Montant du chèque ..... €

Adresse .....

Mail .....

Tél. portable .....